

ACTION URGENTE

DEUX FRÈRES JOURNALISTES ONT ÉTÉ CONDAMNÉS

Les frères Khosro et Masoud Kordpour, tous deux journalistes appartenant à la minorité kurde d'Iran, ont été condamnés le 10 novembre respectivement à six ans et trois ans et demi de prison. Le 10 décembre, Masoud Kordpour a écrit une lettre ouverte aux autorités iraniennes pour demander sa libération et celle de son frère.

Le 10 novembre, le tribunal révolutionnaire de Mahabad, dans la province du Kurdistan, dans le nord-ouest de l'Iran, a déclaré **Khosro et Masoud Kordpour** coupables d'infractions formulées en termes vagues, à savoir de « rassemblement et collusion en vue de porter atteinte à la sécurité nationale » et « diffusion de propagande contre le régime », et les a condamnés respectivement à six ans et trois ans et demi de prison. Le tribunal a également précisé que Khosro Kordpour devait purger cinq ans sur les six à Tabriz, dans le nord-ouest de l'Iran, à environ 550 kilomètres de chez lui, dans la province du Kurdistan, et qu'il devait, au terme de sa peine, être envoyé à Kerman, dans le sud de l'Iran, à plus de 1 100 kilomètres de chez lui, pour deux années d'exil intérieur. Les procès devant les tribunaux révolutionnaires ne respectent pas les normes internationales d'équité.

D'après ce que sait Amnesty International, les preuves présentées contre les deux hommes s'appuient principalement sur des informations du ministère du Renseignement et sont en lien avec leurs activités de journalistes ; il s'agit notamment d'interviews accordées à des médias extérieurs sur la situation des droits humains dans la province du Kurdistan. Dans une lettre ouverte aux autorités iraniennes le 10 décembre, Masoud Kordpour a souligné l'absence de réponse face aux probables violations de ses droits et de ceux de son frère et a demandé que les journalistes puissent exprimer leurs opinions, comme le prévoit la Constitution iranienne.

Khosro Kordpour est responsable de l'agence de presse en ligne Mukrian, qui rend compte des violations des droits humains dans la province du Kurdistan. Son frère Masoud Kordpour est journaliste freelance. Les deux hommes ont été arrêtés en mars 2013 et n'ont pas pu consulter d'avocat pendant leurs quatre premiers mois de détention. L'impossibilité de consulter un avocat après avoir été arrêté est un problème récurrent pour les accusés traduits devant les tribunaux révolutionnaires.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en persan, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités iraniennes à annuler les condamnations de Khosro et Masoud Kordpour et à les libérer sur-le-champ, car ils ont été poursuivis pour avoir exercé pacifiquement leurs activités journalistiques ;
- dans l'attente de leur libération, exhortez-les à permettre à ces hommes de recevoir des visites régulières de leur famille, y compris en les incarcérant dans une prison proche, et de choisir leurs avocats ;
- priez-les instamment de veiller à ce qu'ils soient protégés de la torture et des autres formes de mauvais traitements et à ce qu'ils bénéficient de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 24 JANVIER 2014 À :

Guide suprême d'Iran

Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader
Islamic Republic Street – End of Shahid
Keshvar Doust Street,
Tehran, République islamique d'Iran
Twitter: @khamenei_ir
Courriel : info_leader@leader.ir

Formule d'appel : Your Excellency, / Excellence,

Responsable du pouvoir judiciaire

Ayatollah Sadegh Larijani
c/o Public Relations Office
Number 4, 2 Azizi Street intersection
Tehran, République islamique d'Iran
Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le ministre,

Copies à :

Président de la République islamique d'Iran
Hassan Rouhani
Pasteur Street, Pasteur Square
Tehran, République islamique d'Iran
Courriel : media@rouhani.ir
Twitter : @HassanRouhani (anglais) et @Rouhani_ir (perse)

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

Ceci est la 1^{ère} mise à jour de l'AU 296/13. En savoir plus : www.amnesty.org/en/library/info/MDE13/042/2013/en.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DEUX FRÈRES JOURNALISTES ONT ÉTÉ CONDAMNÉS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Masoud Kordpour a remis en cause les condamnations prononcées contre lui et son frère dans une lettre ouverte adressée aux autorités gouvernementales en ces termes : « Votre Excellence, président Rouhani, à mon avis, afin de résoudre les problèmes et les difficultés du pays, il doit exister des voies ouvertes entre le gouvernement, les agences civiles et les journalistes courageux, critiques, voire de l'opposition. De cette manière, les problèmes sont identifiés à la racine et résolus de manière transparente pour le bien de la démocratie et des droits humains, dans un monde où les technologies de l'information ont tant progressé que sans la participation de personnes de conscience cultivées, nulle avancée ne saurait être acquise ni maintenue. » Il a ajouté : « Quel crime ont commis ces gens qui ne sont pas autorisés à mener leurs activités politiques, même dans le cadre du système juridique existant ? Ces prisonniers, qui sont ici pour des circonstances politiques, sociales et économiques, sont incarcérés du fait de l'inefficacité et d'une mauvaise gouvernance des aspects politiques et sécuritaires du pays. Ils n'ont commis aucun crime, sauf celui d'être né au Kurdistan. Aussi je vous demande, je vous prie d'ordonner la révision de l'affaire nous concernant, en vue de garantir notre liberté et pour que nous puissions retrouver nos familles. »

Khosro Kordpour a été arrêté le 9 mars 2013 à Mahabad, au Kurdistan. Les forces de sécurité ont perquisitionné à son domicile et saisi certains de ses biens. Deux jours plus tard, ils ont arrêté son frère, Masoud Kordpour, qui s'était rendu au bureau de Mahabad du ministère du Renseignement pour tenter d'obtenir des informations sur l'arrestation et la détention de Khosro Kordpour. Les deux frères ont été emmenés dans un centre de détention des Gardiens de la révolution à Ourmia (nord-ouest de l'Iran), le 16 mars, où ils auraient été placés à l'isolement. En dépit de demandes répétées, leur famille n'a pas obtenu d'informations sur leur sort jusqu'au 2 mai, date à laquelle elle a été autorisée à leur rendre visite. Les frères ont dit à leurs proches qu'ils ignoraient le motif de leur arrestation. Le 19 avril, Khosro Kordpour a entamé une grève de la faim pour protester contre l'impossibilité de contacter son avocat. Il y a mis un terme le 13 mai à la demande de sa famille et de ses amis, et a été transféré par la suite dans une cellule abritant d'autres détenus. Le 26 juin, Khosro et Masoud Kordpour ont été transférés à la prison centrale de Mahabad.

Depuis longtemps, les journalistes qui expriment des opinions contraires à celles des autorités sont persécutés en Iran. Ces dernières années, des dizaines d'entre eux ont été harcelés, arrêtés ou emprisonnés à l'issue de procès iniques. Plusieurs journalistes ayant été incarcérés à la veille ou au lendemain de l'élection présidentielle de juin 2009 en raison de leurs activités professionnelles, pourtant non violentes, n'ont pas encore été libérés. Dans son rapport daté d'octobre 2013, Ahmed Shaheed, le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran, s'est dit préoccupé par l'arrestation de Khosro et Masoud Kordpour. Selon lui, au moins 40 journalistes ainsi que 29 blogueurs et militants actifs sur Internet purgent actuellement des peines d'emprisonnement dans ce pays. Le journaliste Ali Asghar Gharavi, auteur d'un article dans le journal *Bahar*, a été arrêté le 11 novembre. Le 9 décembre, son ami Ali Ghafrani a été interpellé pour avoir prôné sans violence, en recueillant des signatures, la libération d'Ali Asghar Gharavi.

La minorité kurde d'Iran est installée principalement dans l'ouest et le nord-ouest du pays. Ses membres sont victimes de discrimination lorsqu'il s'agit d'exercer leurs droits religieux, économiques et culturels. Ainsi, les parents n'ont pas le droit de donner certains noms kurdes à leurs nouveau-nés et des minorités religieuses, composées principalement ou non de Kurdes, sont visées par des mesures destinées à les stigmatiser et à les isoler. La discrimination dans l'accès à l'emploi, à un logement décent et aux droits politiques a conduit à un appauvrissement endémique qui a encore davantage marginalisé cette population. Les défenseurs des droits humains, les militants de la société civile et les journalistes kurdes font souvent l'objet d'arrestations et de poursuites judiciaires arbitraires. Ils subissent aussi des actes de torture et des procès d'une iniquité flagrante devant les tribunaux révolutionnaires, et sont parfois condamnés à mort.

Pour en savoir plus sur les atteintes aux droits humains visant la minorité kurde en Iran, veuillez consulter le document intitulé *Iran. Human rights abuses against the Kurdish minority* (<http://amnesty.org/en/library/info/MDE13/088/2008/en>).

Noms : Khosro Kordpour et Masoud Kordpour
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 296/13, MDE 13/056/2013, 13 décembre 2013